

# Table of Contents

|   |    |
|---|----|
| <b><u>HARPER AURA BESOIN D'UN AUTRE ALLIÉ LE BLOC SERA PLUS AGRESSIF ENVERS LE GOUVERNEMENT HARPER</u></b> .....                                      | 1  |
| <b><u>SOLDAT GRAVEMENT BLESSÉ ENCORE UNE FOIS, UNE BOMBE ARTISANALE EST EN CAUSE</u></b> .....  | 3  |
| <b><u>SAISIE D'ARMES IRANIENNES</u></b> .....   | 4  |
| <b><u>DEUX POLICIERS ET TROIS GARDES TUÉS PAR ERREUR LES TIRS PROVENAIENT DE LA COALITION INTERNATIONALE</u></b> .....                                | 5  |
| <b><u>Percée du NPD au Québec</u></b> .....   | 6  |
| <b><u>Négocier avec les talibans ?</u></b> .....  | 8  |
| <b><u>Les cinq conditions du Bloc à Harper; Le parti de Duceppe prêt à aller aux urnes si le gouvernement ne retient pas sa proposition</u></b> ..... | 10 |
| <b><u>Le capitaine Barberousse sympathise</u></b> .....   | 12 |
| <b><u>Cinq Afghans tués par erreur</u></b> .....  | 13 |
| <b><u>Quand creuser un puits devient un geste politique</u></b> .....   | 14 |
| <b><u>La peur frappe de plein fouet</u></b> .....   | 16 |
| <b><u>Le Bloc confirme ses cinq conditions</u></b> .....  | 18 |
| <b><u>Des voeux pieux</u></b> .....   | 20 |
| <b><u>Les damnés de Kaboul</u></b> .....  | 21 |
| <b><u>La marijuana gangrène le pays</u></b> .....   | 23 |
| <b><u>Bavure meurtrière de la coalition</u></b> .....   | 25 |
| <b><u>Le bras de fer entre Harper et l'opposition est engagé</u></b> .....  | 26 |
| <b><u>LA PRESSE CANADIENNE</u></b> .....  | 29 |
| <b><u>L'ONU favorable à des pourparlers de paix entre le gouvernement afghan et les talibans</u></b> .....  | 30 |
| <b><u>LA PRESSE CANADIENNE</u></b> .....  | 31 |

# HARPER AURA BESOIN D'UN AUTRE ALLIÉ LE BLOC SERA PLUS AGRESSIF ENVERS LE GOUVERNEMENT HARPER

---

**SOURCETAG:** 0709230084  
**PUBLICATION:** Le Journal de Montréal  
**DATE:** 2007.09.23  
**EDITION:** Final  
**SECTION:** Nouvelles  
**PAGE:** 27

**ILLUSTRATION:** 1. PHOTO D'ARCHIVES Gilles Duceppe et son parti voteront contre le discours du Trône du 16 octobre, à moins que le premier ministre n'accepte les demandes bloquistes, dont l'élimination du pouvoir fédéral de dépenser et le retrait des soldats canadiens d'Afghanistan en 2009.

**BYLINE:** PC  
**DATELINE:** RIMOUSKI  
**WORD COUNT:** 293

---

RIMOUSKI — (PC) Les probabilités pour les Canadiens de se rendre aux urnes dès l'automne s'accroissent, alors que le Bloc québécois se dit prêt à voter contre le discours du Trône si le premier ministre Stephen Harper ne satisfait pas à cinq exigences.

Dans un discours à saveur électorale prononcé hier matin devant des militants réunis à Rimouski, le chef bloquiste Gilles Duceppe a confirmé les cinq conditions, très sévères, qu'il imposera au gouvernement conservateur, les qualifiant toutes de "non-négociables".

## Pouvoir de dépenser

Son parti votera contre le discours du Trône du 16 octobre prochain, à moins que le premier ministre n'accepte les demandes bloquistes, qui sont l'élimination du pouvoir fédéral de dépenser, des mesures fiscales concrètes pour les régions victimes de la crise forestière, le maintien intégral du système de gestion de l'offre pour les agriculteurs, le retrait des soldats canadiens d'Afghanistan en 2009, et la mise en oeuvre de Kyoto.

A la suite de la défaite bloquiste dans Roberval– Lac–Saint–Jean, l'organisateur électoral en chef du parti, Mario Laframboise, avait laissé entendre que le Bloc serait plus "agressif" envers le gouvernement Harper, son parti ayant permis le maintien du gouvernement minoritaire lors des trois votes de confiance.

## Allié

A moins de répondre aux exigences bloquistes, ce qui semble peu probable, Stephen Harper aura besoin de se trouver un autre allié aux Communes pour que son gouvernement soit en mesure de survivre.

Or, il y a peu de chance que le Parti libéral, qui forme l'opposition officielle, sauve le gouvernement.

Quant au Nouveau parti démocratique, il exige le retrait immédiat des troupes canadiennes en Afghanistan, ce que Stephen Harper juge irréaliste.

De son côté, un porte-parole du premier ministre Stephen Harper, Dimitri Soudas, a demandé aux bloquistes de faire preuve de prudence.

"Les Québécois ont été clairs lors des élections partielles. Ils ne veulent pas une autre élection générale. Le Bloc et M. Duceppe devraient les écouter et être prudents." !@MOTSCLES=CINQ CONDITIONS NON-NÉGOCIABLES

# SOLDAT GRAVEMENT BLESSÉ ENCORE UNE FOIS, UNE BOMBE ARTISANALE EST EN CAUSE

---

**SOURCETAG** 0709230060

**PUBLICATION:** Le Journal de Montréal

**DATE:** 2007.09.23

**EDITION:** Final

**SECTION:** Nouvelles

**PAGE:** 12

**ILLUSTRATION:** 1. PHOTO D'ARCHIVES Trois soldats canadiens ont été blessés, dont un plus sérieusement, lorsque leur convoi a provoqué l'explosion d'une bombe artisanale. Un interprète afghan a également été touché.

**DATELINE:** MA'SUM GHAR, Afghanistan

**WORD COUNT:** 181

---

MA'SUM GHAR, Afghanistan — Un soldat canadien a subi des blessures sérieuses et trois autres ont été blessés plus légèrement en Afghanistan lors de l'explosion d'une bombe artisanale dissimulée en bordure de route, hier.

Le convoi canadien venait de quitter la base de l'aéroport de Kandahar en direction d'un poste avancé lorsque la déflagration est survenue vers 12h30.

Deux soldats blessés et un interprète afghan ont été emmenés à la base avancée de Ma'sum Ghar, sept kilomètres plus loin. Ils ont ensuite été transportés en hélicoptère vers un hôpital de Kandahar.

Deux autres soldats canadiens ont été traités à la base d'opération et ont obtenu leur congé.

Selon les autorités militaires, la vie d'aucun des militaires n'est en danger.

Trente-huit victimes

Les bombes artisanales sont devenues l'arme de choix des talibans. Selon des estimations conservatrices, un véhicule par semaine en moyenne est touché par l'explosion d'une bombe. Les soldats canadiens en découvrent et désamorcent encore plus.

La plupart du temps, les bombes artisanales ne causent pas de blessures graves, mais elles ont tout de même tué 38 des 70 soldats canadiens morts en Afghanistan depuis 2001. Des milliers d'Afghans ont également perdu la vie à la suite d'explosion de bombes dissimulées en bordure de route. !@MOTSCLES=ARMÉE CANADIENNE

# SAISIE D'ARMES IRANIENNES

---

**SOURCETAG** 0709230059  
**PUBLICATION:** Le Journal de Montréal  
**DATE:** 2007.09.23  
**EDITION:** Final  
**SECTION:** Nouvelles  
**PAGE:** 12  
**BYLINE:** AFP  
**DATELINE:** HERAT, Afghanistan  
**WORD COUNT:** 98

---

HERAT, Afghanistan -- (AFP) Les autorités afghanes ont annoncé hier la saisie de dizaines d'armes fabriquées en Iran et en Chine après un échange de tirs avec des talibans dans la province de Herat (ouest), frontalière avec l'Iran.

Ces armes, une quarantaine de mines et grenades consignées dans un véhicule, avaient été abandonné dans le district de Ghoryan par les rebelles après l'échange de tirs, selon un communiqué du gouvernement.

"Les armes ont été saisies sur un véhicule abandonné par les talibans qui ont pris la fuite à bord d'une autre voiture", indique le communiqué sans précision sur leur fabrication.

# DEUX POLICIERS ET TROIS GARDES TUÉS PAR ERREUR LES TIRS PROVENAIENT DE LA COALITION INTERNATIONALE

---

**SOURCETAG** 0709230058  
**PUBLICATION:** Le Journal de Montréal  
**DATE:** 2007.09.23  
**EDITION:** Final  
**SECTION:** Nouvelles  
**PAGE:** 12  
**BYLINE:** AFP  
**DATELINE:** ASADABAD, Afghanistan  
**WORD COUNT:** 221

---

ASADABAD, Afghanistan — (AFP) La coalition internationale a tué hier par erreur deux policiers afghans et trois gardes de sécurité par un tir d'hélicoptère dirigé contre des talibans dans l'est de l'Afghanistan, a rapporté la police.

L'incident s'est produit alors que la police et les gardes de sécurité étaient partis à la recherche de trois gardes, chargés de surveiller la construction d'une route, tout juste enlevés par des talibans dans la province de Kunar, a indiqué à l'AFP le chef de la police provinciale Abdul Jalal Jalal.

Huit collègues blessés

Les talibans venaient de tirer des roquettes contre une base de la coalition, dirigée par les États-Unis, dans cette région située non loin de la frontière pakistanaise.

"Trois gardes de sécurité travaillant pour une compagnie de construction routière ont été kidnappés par les talibans aujourd'hui dans le district de Sarkano, a déclaré le chef de la police.

"La police, avec le soutien des forces de coalition, a lancé une opération pour les rechercher, a poursuivi le responsable.

"Alors qu'ils les recherchaient, un hélicoptère de la coalition a bombardé la zone. Deux policiers ont été tués ainsi que trois gardes de sécurité, et huit autres de leurs collègues, trois policiers et cinq gardes, ont été blessés", a indiqué M. Jalal.

"Au moment de l'enlèvement, les talibans avaient tiré plusieurs roquettes en direction d'une base de la coalition dans la zone", a précisé le chef de la police. !@MOTSCLES=AFGHANISTAN

# Percée du NPD au Québec

---

**PUBLICATION:** Le Soleil  
**DATE:** 2007.09.23  
**SECTION:** Éditorial  
**PAGE:** 24  
**COLUMN:** Carrefour des  
lecteurs  
**WORD COUNT:** 433

---

L'élection de Thomas Mulcair dans la forteresse libérale d'Outremont ouvre-t-elle une porte à l'option néo-démocrate au Québec ? Le parti de Jack Layton a maintenant un représentant au Québec, ce qui ne s'était pas vu depuis 1990. M. Mulcair, connu, apprécié et respecté des Québécois, donne une image de confiance, ce qui pourrait aider le NPD à marquer des points lors des prochaines élections.

Plusieurs électeurs sont fidèles au Bloc québécois depuis 1993, mais cette fidélité s'essouffle, surtout avec l'erreur de M. Duceppe d'avoir voulu faire le saut au provincial. Plusieurs Québécois refusent toujours de s'identifier aux conservateurs, trop à droite, et leur politique calquée sur celle de M. Bush. Pour ce qui est des libéraux, ils commencent à réaliser leur grave erreur d'avoir élu un chef mal-aimé des Québécois avec qui ils ne s'identifient pas.

La porte est grande ouverte. Nous verrons, aux prochaines élections, si les troupes de M. Layton et Mulcair sauront en profiter.

Hugo Boulet

Lévis

La montée des conservateurs

Seule la guerre en Afghanistan se dresse présentement entre les conservateurs de Stephen Harper et une majorité au Parlement canadien. C'est la conclusion à laquelle nous devons parvenir suite au résultat des trois élections partielles.

Éliminons d'abord l'élection de M. Mulcair dans Outremont, due principalement à la personnalité de l' élu, mais aussi à la géographie de cette circonscription et la faillite totale des libéraux fédéraux devant l'électorat québécois. Oublions aussi l'élection de M. Lebel dans Roberval à cause de sa notoriété de maire. On voit que la progression des conservateurs dans Saint-Hyacinthe est phénoménale, surtout que les élections partielles sont réputées difficiles pour le parti au pouvoir, puisqu'elles servent plus souvent qu'autrement à lui envoyer un message.

Seul accroc pour les conservateurs : la guerre en Afghanistan, hautement impopulaire au Québec. Si M. Harper découvre une façon de la faire accepter aux Québécois tout en ne s'aliénant pas sa base de l'Ouest. Ce qui risque de faire progresser son pourcentage d'appuis pour faire élire plus de dix élus au Québec lors des prochaines élections. Messieurs Duceppe et Dion doivent se ronger les ongles.

Simon Gosselin

Québec

Chu pu capable...

...qu'on me téléphone pour me dire qu'on me "donne" un téléphone cellulaire. Mais que me vaut tant de générosité ? Non, mais me prennent-ils pour une poire ? Comme si je ne savais pas qu'ensuite un contrat me liera à eux pendant plusieurs années. A la fin, je leur aurai rendu au centuple !

Nicole Duval, Beauport

Et vous ?

Dites-nous ce qui vous fait péter les plombs!

Transmettez votre élément à [opinion@lesoleil.com](mailto:opinion@lesoleil.com) avec la mention : "Chu pu capable..."



# Négocier avec les talibans ?

---

**PUBLICATION:** Le Soleil  
**DATE:** 2007.09.23  
**SECTION:** Éditorial  
**PAGE:** 24  
**BYLINE:** Salvat, Jean-Marc  
**WORD COUNT:** 576

---

Faut-il négocier avec les talibans ? La question revient de plus en plus souvent dans l'actualité. Elle ne pourra être esquivée indéfiniment sous prétexte qu'elle paraît délicate ou qu'elle ne plaît pas. La posture de l'autruche ne mène jamais loin. Devrait-on engager des pourparlers de paix avec ces barbus qui ont imposé leurs diktats moyenâgeux aux Afghans, et qui mènent aujourd'hui une guérilla aux soldats déployés sous l'égide de l'OTAN et de l'ONU ? Devrait-on commencer à l'envisager ?

S'il s'agit de ces obscurantistes qui ont mis les jeunes filles hors des écoles, de ces ex-étudiants que l'islam a rendus aveugles, sourds et imperméables aux autres et à la vie, non. Clairement non. Mille fois non.

D'abord parce qu'on ne négocie pas avec d'anciens bourreaux. Ensuite parce qu'il n'y a jamais grand-chose à attendre de religieux dogmatiques.

Reconnaissons cependant que le mot taliban est devenu un sac fourre-tout. Il désigne aujourd'hui toute une série de personnes qui n'ont souvent rien à voir les unes avec les autres.

Voilà pourquoi la communauté internationale, à travers le gouvernement afghan, a le devoir d'ouvrir ou de chercher à ouvrir des canaux de communication avec les modérés qui évoluent dans ce mouvement ; avec les éléments les plus "politiques" qu'il comprend. Il n'y a de toute façon pas de meilleure façon d'isoler les extrémistes, ou de tenter de le faire petit à petit.

L'intervention militaire engagée en Afghanistan est légitime. Elle doit se poursuivre.

L'ensemble de l'opération onusienne encaisse de lourds déboires, mais elle connaît aussi des succès. Le retour de quatre millions de réfugiés en Afghanistan et l'inscription de six millions d'enfants à l'école en témoignent.

Cette intervention ne suffira cependant pas, non plus que l'aide humanitaire que tout le monde prétend vouloir augmenter.

Il faudra bien un jour que les Afghans fassent la paix entre eux. Ils n'échapperont pas à un processus de réconciliation nationale. Mais comment y parvenir ?

Le président Hamid Karzaï a eu raison de dire récemment qu'il était prêt à discuter avec des talibans. Car ce sera à lui ou à l'un de ses successeurs, et pas au Canada ou à un autre pays engagé en Afghanistan, que reviendra cette responsabilité, pour peu bien sûr qu'il y ait des interlocuteurs en face.

L'appel que le président Karzaï a lancé aux talibans n'a pas été entendu et ne le sera probablement pas de sitôt. Mais cette voie finira par être suivie parce qu'il n'y a pas d'autre issue possible – à moins de croire que la puissance militaire parviendra à réduire à néant la guérilla talibane, ce qui est une illusion. (Les forces internationales n'arroseront tout de même pas le territoire pachtoun de bombes.)

Cette voie devra aussi finir par être comprise et acceptée chez nous. Elle pourrait contribuer à asseoir le travail qu'effectuent les soldats canadiens et les autres ; à lui donner un sens, un prolongement politique.

La même logique vaut pour des organisations comme le Hamas et le Hezbollah. Des pays comme le Canada n'ont pas à les retirer de la liste des organisations terroristes, comme cela a déjà été suggéré. Mais que cela plaise ou non, ils doivent – dans ce cas-ci à travers Israël – établir des contacts avec des membres de leurs ailes modérées. Ces contacts existent bien évidemment déjà, mais ils ne servent pour l'instant qu'à gérer des questions logistiques et humanitaires. C'est insuffisant.

Il faut s'efforcer de trouver des interlocuteurs même à l'intérieur des milices armées et religieuses. La fermeté sans relâche dont il faut faire preuve ne doit pas empêcher de laisser des portes ouvertes.

jmsalvet@lesoleil.com

# Les cinq conditions du Bloc à Harper; Le parti de Duceppe prêt à aller aux urnes si le gouvernement ne retient pas sa proposition

---

|                      |   |
|----------------------|---|
| <b>PUBLICATION:</b>  | Le Soleil   |
| <b>DATE:</b>         | 2007.09.23  |
| <b>SECTION:</b>      | Actualités  |
| <b>PAGE:</b>         | 10  |
| <b>SOURCE:</b>       | Collaboration spéciale  |
| <b>BYLINE:</b>       | Thériault, Carl   |
| <b>PHOTO:</b>        | photo collaboration spéciale carl thériault   |
| <b>DATELINE:</b>     | Rimouski  |
| <b>ILLUSTRATION:</b> | De passage à Rimouski, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a indiqué que ses conditions étaient "non négociables". |
| <b>WORD COUNT:</b>   | 610   |

---

C'est sur un ton de guerre électorale que le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a lancé hier à Rimouski son message politique préélectoral auprès des troupes bloquistes de l'Est du Québec, réunies lors du premier des sept forums régionaux de réflexion de ce parti politique.

C'est en qualifiant de "non négociable" chacune des cinq conditions exigées par le Bloc québécois pour voter en faveur du prochain discours du Trône du gouvernement conservateur que s'est exprimé le chef bloquiste devant une centaine de militants souverainistes.

"Si le gouvernement est en accord avec notre proposition, nous appuierons le gouvernement. S'il est en désaccord, on s'opposera. C'est non négociable. Les choses sont claires. On ne joue pas comme les libéraux et le NPD. Le timing en politique se fait, ne s'attend pas. S'il faut aller en élections, nous irons. Nous expliquerons alors aux Québécois que la supposée ouverture des conservateurs n'est qu'une façade. Nous leur expliquerons que si le Québec a réussi à obtenir des gains substantiels, c'est parce que le Bloc québécois était fort à Ottawa. Et nous gagnerons", a déclaré Gilles Duceppe en point de presse.

Le Bloc québécois veut l'élimination complète du pouvoir de dépenser, l'adoption de mesures fiscales pour les régions touchées par la crise forestière, le retrait en 2009 des troupes canadiennes en Afghanistan, le respect intégral de Kyoto et des intérêts du Québec et le maintien du système de gestion de l'offre agricole dans son intégralité.

Gilles Duceppe, qui ne redoute pas le grignotement du vote nationaliste québécois vers les conservateurs, est revenu sur les élections partielles de lundi.

"Les élections partielles et les élections générales, c'est différent. En 2003, on avait perdu deux partielles en Abitibi-Témiscamingue et à Lévis. Quelques mois après, nous avons regagné ces deux circonscriptions et 52 autres. Nous sommes très confiants. Mais je ne prends rien pour acquis. Il faut travailler très fort. Ce qui est risqué, c'est de ne pas être clair."

"Avec la victoire de Pauline dans Charlevoix, la marche du mouvement souverainiste va reprendre", anticipe Pierre Paquette, leader parlementaire du Bloc et président des forums, qui ne craint pas de donner l'occasion au premier ministre Harper de déclencher des élections. "Il y a beaucoup de travail à faire du côté de M. Harper. Il a la responsabilité d'aller chercher l'appui des partis d'opposition après avoir prorogé la Chambre."

Les cinq conditions du Bloc à Harper; Le parti de Duceppe prêt à aller aux urnes si le gouvernement ne retient pas sa proposition

"Nos sondages nationaux nous indiquent que nous sommes clairement le premier parti au Québec", a indiqué Paul Crête, député de Montmagny–L'Islet–Kamouraska–Rivière-du-Loup.

Les bloquistes étaient en quelque sorte en campagne hier. Jacques Léonard sollicitait des appuis pour la vice-présidence du Bloc et les deux candidats à l'investiture bloquiste dans Rimouski–Témiscouata–Les Basques, Claude Guimond et Christian Gionest, préparaient le terrain pour la convention du 27 octobre. Les forces souverainistes ont discuté de culture, d'économie, de vision du monde, d'environnement et de développement durable.

A moins de répondre aux exigences bloquistes, ce qui semble peu probable, Stephen Harper aura besoin de se trouver un autre allié aux Communes pour que son gouvernement soit en mesure de survivre.

Or, il y a peu de chance que le Parti libéral, qui forme l'opposition officielle, sauve le gouvernement. Quant au Nouveau Parti démocratique, il exige le retrait immédiat des troupes canadiennes en Afghanistan, ce que Stephen Harper juge irréaliste.

De son côté, un porte-parole du premier ministre Stephen Harper, Dimitri Soudas, a demandé aux bloquistes de faire preuve de prudence. "Les Québécois ont été clairs lors des élections partielles. Ils ne veulent pas une autre élection générale. Le Bloc et M. Duceppe devraient les écouter et être prudents", a-t-il dit. Avec La Presse Canadienne

Les cinq conditions du Bloc à Harper; Le parti de Duceppe prêt à aller aux urnes si le gouvernement ne retire

# Le capitaine Barberousse sympathise

---

**PUBLICATION:** Le Soleil  
**DATE:** 2007.09.23  
**SECTION:** Actualités  
**PAGE:** 4  
**BYLINE:** Normandin, Pierre-André  
**PHOTO:** photo collaboration spéciale pierre-andré normandin  
**ILLUSTRATION:** Le chef Abdullah Kuchi accompagne, main dans la main, le capitaine Steve Winters pour le remercier pour le puits nouvellement construit dans son village. sommaire  
**WORD COUNT:** 415

---

"Je ne suis pas le capitaine Marshall." Cette phrase, le capitaine Steve Winters la répète quotidiennement depuis son arrivée en Afghanistan, voilà deux mois. En poste pour à peine six mois, les responsables canadiens des projets de reconstruction dans la province de Kandahar doivent rapidement se gagner la confiance des Afghans pour arriver à s'imposer.

Chargé du district de Spin Boldak, à la frontière du Pakistan, le capitaine Winters tente à travers ses projets de rapprocher les différentes tribus peuplant ce territoire trois fois grand comme Québec. Une tâche difficile. Les deux principales, les Achakzais et les Noorzais, s'entredéchirent et refusent de veiller sur le sort des minorités délaissées de la région. Une situation que ce réserviste de Repentigny souhaite renverser.

## Grande précarité

Tout autour du camp canadien de Spin Boldak, des nomades kuchis ont élu domicile dans la plus grande précarité. Situés en plein désert, ces villages de tentes sont constamment balayés par des tornades de sable après lesquelles les enfants courent en guise de jeu. Avec tous les débris jonchant le sol, l'endroit ressemble davantage à un dépotoir.

Depuis son arrivée début août, le capitaine Winters a fait creuser trois puits dans ces communautés afin d'au moins les fournir en eau. Une barbe rousse au menton pour s'attirer le respect des villageois, le réserviste s'est rapidement gagné la confiance de l'un de ces chefs, qui se présente comme Abdullah Kuchi. Prenant le militaire par la main, l'Afghan lui fait visiter son village de tentes que seuls quelques murs à moitié détruits protègent des vents. Sans école, les enfants entourent le groupe de visiteurs, quémandant nourriture, argent ou tout simplement des crayons pour dessiner.

A la réunion suivante des chefs du district, le capitaine Winters soulève les problèmes vécus par les Kuchis. Ceux-ci ne devraient pas seulement veiller au bien-être de leur propre tribu, mais aussi des minorités. Son intervention irrite l'assemblée, un aîné s'emportant en pachto. L'interprète refuse de traduire les propos, disant simplement que l'idée déplaît.

## Quitter son travail humanitaire civil

Malgré ces difficultés, le capitaine Winters ne regrette pas son choix de quitter son travail humanitaire civil pour servir dans l'armée. "Il y a deux façons de changer le système. Tu peux protester ou tu peux embarquer pour l'amener où tu veux. Personnellement, je pense avoir plus d'influence en étant ici qu'en restant chez moi à dire que ça va mal." Pierre-André Normandin

Panormandin@lesoleil.Com

# Cinq Afghans tués par erreur

---

**PUBLICATION:** Le Soleil  
**DATE:** 2007.09.23  
**SECTION:** Actualités  
**PAGE:** 3  
**DATELINE:** ASADABAD,  
Afghanistan  
**WORD COUNT:** 226

---

La coalition internationale a tué hier par erreur deux policiers afghans et trois gardes de sécurité par un tir d'hélicoptère dirigé contre des talibans dans l'est de l'Afghanistan, a rapporté la police.

L'incident s'est produit alors que la police et les gardes de sécurité étaient partis à la recherche de trois gardes, chargés de surveiller la construction d'une route, tout juste enlevés par des talibans dans la province de Kunar, a indiqué à l'AFP le chef de la police provinciale Abdul Jalal Jalal.

Les talibans venaient de tirer des roquettes contre une base de la coalition, dirigée par les États-Unis, dans cette région située non loin de la frontière pakistanaise.

"Trois gardes de sécurité travaillant pour une compagnie de construction routière ont été kidnappés par les talibans aujourd'hui dans le district de Sarkano", a déclaré le chef de la police.

"La police, avec le soutien des forces de coalition, a lancé une opération pour les rechercher", a poursuivi le responsable.

"Alors qu'ils les recherchaient, un hélicoptère de la coalition a bombardé la zone. Deux policiers ont été tués ainsi que trois gardes de sécurité, et huit autres de leurs collègues, trois policiers et cinq gardes, ont été blessés."

"Au moment de l'enlèvement, les talibans avaient tiré plusieurs roquettes en direction d'une base de la coalition dans la zone", a-t-il précisé. AFP

Des questions ?

Vous avez des questions à poser à notre envoyé spécial en Afghanistan, Pierre-André Normandin?

Vous avez des questions à adresser aux soldats de Valcartier qui sont déployés là-bas?

Faites-les parvenir à l'adresse

afghanistan@lesoleil.com.

# Quand creuser un puits devient un geste politique

---

**PUBLICATION:** Le Soleil  
**DATE:** 2007.09.23  
**SECTION:** Actualités  
**PAGE:** 2  
**BYLINE:** Normandin, Pierre-André  
**PHOTO:** photo collaboration spéciale pierre-andré normandin  
**DATELINE:** SPIN BOLDAK, Afghanistan  
**ILLUSTRATION:** Une fillette kuchie puise de l'eau au nouveau puits de sonvillage.  
**WORD COUNT:** 897

---

D'ici quelques semaines, le village de Haji Sangin Bret aura son puits, permettant à plus de 760 familles d'avoir accès à de l'eau potable. Mais plutôt que de s'en réjouir, les deux tribus peuplant ce lopin de terre – de sable serait plus précis – s'entredéchirent.

"Les Achakzais ont installé des tuyaux pour amener l'eau à leurs maisons seulement. Mais c'est le gouvernement qui a payé. Nous aussi avons le droit d'utiliser ce puits, autant qu'eux !" lance un aîné noorzai en pointant un doigt menaçant vers un rival.

Sentant la tension monter, le responsable canadien des projets de reconstruction dans le district de Spin Boldak, le capitaine Steve Winters, tente de calmer le jeu. "Je vais en parler à la prochaine rencontre des chefs du district."

## Jalousie des voisins

A l'heure de la reconstruction, creuser un puits devient un geste politique dans un Afghanistan divisé par 30 années de guerre. Donner à une communauté risque de susciter la jalousie de ses voisins.

Le Soleil a accompagné pendant une semaine sur le terrain le capitaine Steve Winters et son assistant, le caporal Pierre-Alexandre Nadeau, dans le district de Spin Boldak, situé à la frontière pakistanaise, à l'est de Kandahar. Avec ses 36 projets en chantier, cette équipe provinciale de reconstruction (EPR) canadienne espère gagner au gouvernement afghan de précieux alliés dans la région, considérée comme une porte d'entrée des insurgés.

Mais ils marchent sur un mince fil dans une région où les deux tribus principales, les Achakzais et les Noorzais, peinent à s'entendre. Afin de choisir les projets de reconstruction, une Assemblée de développement du district (ADD) a été créée pour réunir 30 chefs des deux clans. Ensemble, ils tentent de fixer les priorités dans Spin Boldak. Mais comme l'illustre l'exemple du village de Haji Sangin Bret, l'entente est loin d'être acquise.

Si le projet choisi coûte moins de 250 000 afghanis (5000 \$), le capitaine Winters peut le lancer sur-le-champ. Sinon, il doit envoyer la requête à ses supérieurs, qui se chargent de trouver une organisation pour le financer, comme l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ou son pendant américain, US Aid. Une fois l'argent trouvé, le gros du travail reste encore à faire : s'assurer que les Afghans réalisent le projet. "On veut s'assurer que l'argent ne soit pas détourné au profit des insurgés. Chaque sou dépensé sur le terrain, on doit être capable d'en rendre compte au gouvernement canadien", indique le capitaine Winters.

Escorté par un groupe de reconnaissance du 12e Régiment blindé du Canada, ce réserviste de Repentigny visite à plusieurs reprises les villages de ce district trois fois grand comme Québec. D'abord pour s'assurer qu'ils ont bel et bien besoin d'un puits ou d'une école, puis pour effectuer le suivi. Les travaux ont-ils débuté ? Sont-ils réellement terminés ? "Il y en a qui s'essayaient en pensant qu'on n'ira pas voir dans leur village parce qu'ils sont à trois heures de route dans le désert. Ils font le saut quand on arrive", admet le capitaine Winters.

Cette présence sur le terrain permet du même coup de parer aux problèmes faisant inévitablement surface. Sur cinq puits financés par l'ACDI visités en une journée par Le Soleil, seul celui de Jamalzai avance rondement. Les quatre autres piétinent.

Au village de Sayed Mohammad, les villageois attendent depuis trois mois de pouvoir boire l'eau de leur puits. L'entrepreneur responsable du chantier a bel et bien creusé un trou de 150 m de profondeur, mais les travaux sont arrêtés depuis plusieurs semaines : ses employés ont échappé la pompe au fond du puits et n'arrivent pas à la récupérer. Seule solution : creuser un nouveau trou pour y installer une nouvelle pompe. En attendant, les 300 familles du coin doivent continuer à aller en ville acheter de grands barils d'eau.

A Haji Bakht Mohammad, la foreuse a brisé voilà 10 jours, arrêtant net les travaux entrepris deux mois plus tôt. Les villageois sont sans nouvelles de l'entrepreneur depuis.

Les problèmes avec les puits sont si fréquents que le capitaine Winters a embauché une équipe d'Afghans qui sillonne en permanence le district pour réparer les pompes défectueuses. Pour 600 \$ par semaine, les réparateurs remettent en état une dizaine de puits.

De retour à son bureau, le militaire écrit le rapport de sa journée de travail. Soudain, son téléphone cellulaire sonne. Un entrepreneur veut le rencontrer à l'entrée du camp. "Le mot se passe quand je suis ici", dit le capitaine Winters. En effet, personne ne s'est présenté durant ses deux semaines d'absence. Mais dès son retour à Spin Boldak, les Afghans se pressent pour le rencontrer.

"Je ne suis pas corrompu !"

Sous sa barbe blanche, Rafiq Agha sourit. Après une accolade bien sentie, il annonce au capitaine Winters avoir terminé les travaux de son puits. Bref, il veut être payé. "Je vais passer au village pour voir si tout fonctionne bien et je vous payerai à ce moment", lui explique le militaire. "Si nous venons vous voir, c'est que nous sommes pauvres. Nous avons besoin de cet argent. Je ne suis pas corrompu", lui jure-t-il. Comme preuve, il exhibe une cicatrice laissée par une balle talibane, prix de sa collaboration avec les étrangers.

De retour à son bureau, le capitaine Winters regarde la carte de la région affichée au pied de son lit. Pour l'instant, une dizaine de points bleus marquent les puits creusés. D'ici quelques jours, peut-être pourra-t-il en ajouter un nouveau.



# La peur frappe de plein fouet

---

**PUBLICATION:** Le Soleil  
**DATE:** 2007.09.23  
**SECTION:** Actualités  
**PAGE:** 2  
**BYLINE:** Normandin, Pierre-André  
**DATELINE:** MA'SUM GHAR, Afghanistan  
**WORD COUNT:** 436

---

Un bruit sourd suivi d'une onde de choc. "C'était quoi ça ?", s'écrie en plaçant un juron bien senti le chef d'équipage du véhicule à bord duquel prend place Le Soleil.

Tout juste derrière, un blindé RG-31 Nyala s'immobilise, endommagé par l'explosion d'une bombe artisanale. Le temps de porter assistance aux cinq blessés à bord, une roquette s'écrase non loin. L'obus a beau avoir manqué sa cible, la peur, elle, a frappé tout le monde de plein fouet. Comme souvent, les insurgés ont voulu profiter tôt hier matin de la noirceur pour attaquer un convoi de ravitaillement canadien.

A 0 h 31, un engin dissimulé sur l'autoroute reliant Kandahar à la base avancée de Ma'sum Ghar a soufflé l'un des véhicules d'escorte, blessant légèrement les quatre soldats québécois à bord et leur interprète afghan. Spécialement conçu pour résister aux mines, le Nyala a encaissé le gros des dommages.

Bien vite, le convoi marque une pause pour vérifier si le blindé touché peut poursuivre son chemin.

Deuxième déflagration

Mais moins de 20 minutes après l'explosion, une deuxième déflagration se fait entendre, moins forte cette fois.

Une roquette tirée depuis le désert a atterri à cinq mètres à peine d'un soldat posté dans le cordon de sécurité. Même si la tension monte d'un cran, les militaires gardent leur sang-froid. En Afghanistan depuis moins de deux mois, la plupart ont déjà pris l'habitude des embuscades nocturnes.

La radio crépite. Le blindé à bord duquel prend place Le Soleil est appelé à se repositionner pour sécuriser les alentours du véhicule endommagé. Le Nyala est hors d'usage et l'un des passagers doit être évacué par les airs. Dans la noirceur la plus totale, le chauffeur manoeuvre son mastodonte pour faire demi-tour. Bientôt, la rampe arrière du Bison descend, frappe lourdement le sol et quatre soldats foncent dans la nuit noire. Les militaires scrutent le désert, mais aucun insurgé n'ose plus attaquer le convoi.

Le temps passe et aucun hélicoptère n'est en vue, une heure après l'explosion de la bombe artisanale. Un problème mécanique retarde le décollage, forçant le convoi à déplacer les blessés jusqu'à la base avancée de Ma'sum Ghar.

Il faudra encore une autre heure avant d'arriver à ce camp érigé à flanc de montagne dans l'une des régions les plus dangereuses d'Afghanistan. Le convoi arrive à temps pour l'évacuation médicale. Leur arrivée trahie par le boucan de leur moteur, les silhouettes des hélicoptères se détachent clairement dans le ciel étoilé. Le temps que les blessés s'y engouffrent, ils redécollent vers l'aéroport de Kandahar, situé à moins de 25 kilomètres.

Une simple balade à vol d'oiseau. Une course à obstacles de tous les dangers par la route. Pierre-André Normandin

Quatre soldats québécois et un Afghan ont été légèrement blessés par une bombe artisanale

Panormandin@lesoleil.Com

# Le Bloc confirme ses cinq conditions

---

**PUBLICATION:** Progrès–dimanche

**DATE:** 2007.09.23

**SECTION:** Général

**PAGE:** 24

**COLUMN:** Politique fédérale

**SOURCE:** LA PRESSE CANADIENNE

**DATELINE:** RIMOUSKI

**ILLUSTRATION:** NON–NÉGOCIABLES – Dans un discours à saveur électorale prononcé samedi matin devant des militants réunis à Rimouski, le chef bloquiste Gilles Duceppe a confirmé cinq conditions, très sévères, qu'il imposera au gouvernement conservateur, les qualifiant toutes de "non–négociables". (Photo PC)

**WORD COUNT:** 460

---

Le premier ministre Stephen Harper n'a donné aucun signe comme quoi il entendait se plier à un ultimatum du Bloc québécois, alors que libéraux et néo–démocrates maintiennent leurs propres conditions pour appuyer le discours du Trône.

Dans un discours à saveur électorale prononcé samedi matin devant des militants réunis à Rimouski, le chef bloquiste Gilles Duceppe a confirmé cinq conditions, très sévères, qu'il imposera au gouvernement conservateur, les qualifiant toutes de "non–négociables".

Son parti votera contre le discours du Trône du 16 octobre, à moins que le premier ministre n'accepte les demandes bloquistes, qui sont l'élimination du pouvoir fédéral de dépenser, des mesures fiscales concrètes pour les régions victimes de la crise forestière, le maintien intégral du système de gestion de l'offre pour les agriculteurs, le retrait des soldats canadiens d'Afghanistan en 2009, et la mise en oeuvre de Kyoto.

A la suite de la défaite bloquiste dans Roberval–Lac–Saint–Jean, l'organisateur électoral en chef du parti, Mario Laframboise, avait laissé entendre que le Bloc serait plus "agressif" envers le gouvernement Harper, son parti ayant permis le maintien du gouvernement minoritaire, précédemment, lors de trois votes de confiance.

A moins de répondre aux exigences bloquistes, ce qui semble peu probable, Stephen Harper aura besoin de se trouver un autre allié aux Communes pour que son gouvernement soit en mesure de survivre.

Un porte–parole du premier ministre Stephen Harper, Dimitri Soudas, a demandé aux bloquistes de faire preuve de prudence.

"Les Québécois ont été clairs lors des élections partielles. Ils ne veulent pas une autre élection générale. Le Bloc et M. Duceppe devraient les écouter et être prudents", a–t–il dit.

Le député libéral de Bourassa, à Montréal, Denis Coderre, a rappelé samedi que son parti ne se contenterait pas d'appuyer le discours du Trône pour éviter des élections. Il a assuré que son parti pèserait bien le pour et le contre avant de prendre sa décision.

"D'aucune façon, nous ne prendrons notre décision en nous basant sur la panique de M. Duceppe ou la légèreté de M. Layton", a–t–il dit en entrevue.

Le nouveau élu néo-démocrate dans Outremont, Thomas Mulcair, a accusé M. Duceppe de jouer les durs et s'est demandé si le Bloc était vraiment prêt à aller en élection.

Selon M. Mulcair, pour empêcher la tenue d'élections, le Bloc québécois devra revoir sa position ou espérer que les libéraux, qui ont obtenu des résultats aussi décevants lors des dernières élections complémentaires, appuient le discours du Trône.

Le chef néo-démocrate, ragaillardi par la victoire de M. Mulcair dans Outremont, a déjà averti que son parti n'appuierait pas le discours du Trône, à moins qu'il n'inclut un "changement de direction complet" sur la mission en Afghanistan et sur l'environnement.

Le chef libéral, Stéphane Dion, avait aussi posé ses conditions, notamment que les conservateurs s'engagent à retirer les troupes canadiennes d'Afghanistan en 2009 et qu'ils réintroduisent le projet de loi sur la qualité de l'air.

# Des vœux pieux

---

**PUBLICATION:** La Presse  
**DATE:** 2007.09.23  
**SECTION:** Plus  
**PAGE:** PLUS5  
**BYLINE:** Meunier, Hugo  
**DATELINE:** KANDAHAR  
**WORD COUNT:** 210

---

" Notre rôle est de continuer à travailler contre la culture de l'opium en informant les Afghans que ça commence à nous faire souffrir très profondément."

En entrevue cette semaine avec des journalistes canadiens, le président afghan Hamid Karzaï a réitéré son intention d'en découdre avec la culture de pavot, qui implique jusqu'à trois millions de ses concitoyens (sur une population de 25 millions ).

De bonnes intentions, certes, mais dans les faits, la production d'opium a fracassé de nouveaux records cette année, selon le dernier rapport de l'Organisation des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD). A l'heure actuelle, l'Afghanistan produit 93 % de l'opium de la planète.

A l'heure actuelle, 80 % de l'opium afghan provient des provinces frontalières avec le Pakistan. L'ONUDD, dans son rapport, exhorte les autorités afghanes de mener plus vigoureusement la lutte contre l'opium.

Quant aux forces internationales en Afghanistan, elles n'ont pas le mandat d'éradiquer directement la drogue. Par craintes de représailles ou de se mettre les Afghans à dos s'ils rasaient leurs champs, plusieurs pays préfèrent supporter les autorités afghanes dans leur plan de lutte.

De son côté, le Canada déjà annoncé près de 60 millions de dollars pour lutter contre la drogue en Afghanistan et appuyer la mise en place d'alternative à la culture du pavot.

# Les damnés de Kaboul

---

**PUBLICATION:** La Presse  
**DATE:** 2007.09.23  
**SECTION:** Plus  
**PAGE:** PLUS5  
**BYLINE:** Meunier, Hugo  
**PHOTO:** Photo Martin Tremblay, La Presse (c) PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE (c)  
**DATELINE:** KABOUL  
**ILLUSTRATION:** Mohammed Naim, 25 ans, est héroïnomane, tout comme Qais, 23ans, qui gagne tout juste de quoi financer sa consommation.; Un soldat du 12e Régiment blindé du Canada inspecte un champ de marijuana où la hauteur des plants atteint les 3 mètres. Les forces internationales en Afghanistan n'ont pas le mandat d'éradiquer de tels plants.  
**WORD COUNT:** 470

---

"Ma femme, mes quatre enfants, mes parents: tout le monde est bien triste de me voir comme ça!"

Les cheveux en broussaille, la barbe hirsute et le regard fuyant, Mohammed Naim, 25 ans, est adossé contre un mur démoli du quartier historique Baye Alimardan, à Kaboul. C'est au milieu des ruines de ce secteur détruit par la guerre civile que se rassemblent les toxicomanes du coin, surtout des héroïnomanes comme lui.

L'endroit à des airs de fin du monde. Outre les bâtiments effondrés ou troués par les projectiles, des déchets tapissent le sol en terre et une odeur infecte enveloppe le secteur. De jeunes hommes errent comme des zombies, complètement défoncés. Ils se piquent à l'héroïne dans un coin discret, à l'ombre d'un mur en pierre, ou fument la drogue avec une pipe artisanale.

Au milieu de la scène, une poignée d'enfants s'amuse en tambourinant contre les parois d'un conteneur en métal, ce qui agace les adultes. Deux garçons en retrait font voler un cerf-volant, l'air indifférent ou simplement habitués par le spectacle qui les entoure.

L'histoire de Mohammed Naim est celle de tout le monde ici. Le jeune homme a d'abord commencé à fumer du haschisch il y a quelques années, avant de passer à l'opium, pour finalement s'injecter de l'héroïne (un dérivé de l'opium). "Comme le travail est souvent très dur, on se drogue au départ pour atténuer les douleurs musculaires ou simplement dormir", explique-t-il, avouant qu'aujourd'hui il consomme pour s'évader.

A ses côtés, Qais, 23 ans, et Jam Shed, 21 ans, viennent tout juste de s'injecter leur dose. Les mains tremblantes, ces deux iraniens d'origine utilisent leurs foulards pour éponger leur visage en sueur.

Depuis trois ans, Qais s'injecte de l'héroïne trois fois par jour, à deux dollars américain la dose. Une fortune pour ce porteur, qui gagne tout juste de quoi payer ses consommations. Les traces de piqûres sont bien visibles sur son avant-bras bleuté. "Si j'ai de l'aide, je suis prêt à lâcher la drogue, pour travailler et avoir des enfants", lance-t-il, faiblement.

Même si des enfants grouillent autour d'eux, Qais et Jam Shed espèrent qu'ils ne suivront pas leurs traces. "Je pense que pour moi c'est maintenant trop tard. Personne ne s'occupe de nous, mais on veut donner le bon exemple pour les jeunes. C'est eux l'avenir du pays", explique Jam Shed.

Les quelques centres d'aide aux toxicomanes de Kaboul sont coûteux et inadaptés aux problèmes de dépendance des jeunes, déplore Qais. C'est sans compter la répression policière dont les toxicomanes se disent

victimes. "Ils nous battent et prennent notre argent", souligne Jam Shed.

Le propriétaire d'un magasin de recyclage, qui a voulu garder l'anonymat, avance que les policiers sont eux-mêmes derrière le trafic de la drogue dans ces ruines. "Je suis vraiment désolé pour mon pays, ce sont les policiers qui compromettent le futur de l'Afghanistan", déplore le commerçant courroucé.

# La marijuana gangrène le pays

---

**PUBLICATION:** La Presse  
**DATE:** 2007.09.23  
**SECTION:** Plus  
**PAGE:** PLUS4  
**BYLINE:** Meunier, Hugo  
**PHOTO:** PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE (c) PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE (c)  
**DATELINE:** SPIN BOLDAK  
**ILLUSTRATION:** Plusieurs consommateurs d'héroïne se retrouvent dans le quartier de Baye Alimardan, à Kaboul.; Haji Allah Nazar travaille dans son champ de marijuana. L'agriculteur sait que ses activités contribuent au trafic mondial de la drogue, mais il doit nourrir ses enfants.  
**WORD COUNT:** 627

---

La production d'opium pulvérise des records cette année en Afghanistan. Et celle, moins connue, de la marijuana bat son plein dans plusieurs régions. Le gouvernement Karzaï dit travailler d'arrache-pied pour combattre ce fléau. Quant aux forces internationales, dont le Canada, elles n'ont pas pour mandat d'éradiquer la drogue. Même si l'ONU affirme que l'argent qu'on en tire sert à financer les activités des talibans, personne ne semble pressé d'attaquer le mal à la racine.

Les portes du blindé s'ouvrent sur un paysage particulier: un champ aride en bordure d'un village agricole, où il ne reste que des brindilles sèches de la cuvée 2007 de pavot qui foisonnait à cet endroit.

Aussi, en attendant la prochaine récolte, les fermiers se rabattent-ils sur des plants de marijuana actuellement hauts de 3 mètres, qui s'étendent à perte de vue sur leurs terres. D'un vert éclatant, les plants font voyager leur arôme à des kilomètres à la ronde.

Si l'Afghanistan est réputée pour sa culture de l'opium, celle de la marijuana, moins connue, bat son plein dans plusieurs régions du pays. Et les champs sont difficiles à manquer! Les mariculteurs, comme les cultivateurs de pavot, ne se cachent pas. Ils font pousser la drogue pour nourrir leur famille et espérer quelque bénéfice, dans un pays où, à défaut de tomber du ciel, le rare argent disponible pousse dans le sol.

Lorsque la patrouille canadienne débarque au village de Moussa Kalim, le comité d'accueil se résume à une douzaine d'enfants rieurs. Les soldats de passage ne sont de toute façon pas là pour embêter les villageois avec la drogue qui pousse sur leurs terres. Ce n'est pas leur mandat, expliquent les militaires, même si tous savent que l'argent de la drogue finance les activités talibanes.

La culture de la marijuana et du pavot est la seule activité économique de ces villageois. Sans école ni clinique, les 1000 personnes qui habitent cet oasis au milieu de nulle part n'ont pas d'autre option.

Selon Haji Allah Nazar, aucun profit n'est possible avec le blé et les melons qui poussent aussi dans les champs. "Avec le prix de l'essence pour faire fonctionner notre pompe à irrigation, nous n'avons pas le choix de faire pousser la marijuana et l'opium pour nos bénéficiaires", justifie cet agriculteur de 43 ans.

Chaque kilo de marijuana vendu lui rapporte environ 500 afghanis (une dizaine de dollars). Une bonne affaire considérant que le kilo de blé ne rapporte que l'équivalent de quelques sous. "Si le gouvernement nous donnait du fertilisant, des graines, une clinique, une école et des routes, alors nos gens pourraient faire pousser autre chose", plaide l'homme.



## La drogue au bazar

Les enfants autant que les adultes travaillent aux champs. "Quand on y est longtemps, l'odeur finit par nous affecter. On perd parfois connaissance", raconte Raz Mohammed. Dans quelques semaines, lorsque la récolte de marijuana sera prête, Haji Allah Nazar et les autres fermiers apporteront leurs cargaisons au bazar de Spin Boldak. Elles trouveront alors preneur auprès des contrebandiers. "On ne les connaît pas", insiste Haji Allah Nazar. Selon lui, la drogue prendra ensuite le chemin de plusieurs pays, notamment l'Iran, le Pakistan et la Turquie.

Malgré l'accès illimité aux drogues, le fermier jure que personne au village ne consomme les récoltes à des fins personnelles. Il se dit conscient que son gagne-pain contribue au trafic mondial de la drogue. Mais avec deux femmes et 17 enfants à nourrir, il dit ne pas avoir d'autre choix.

Le fermier pense pouvoir gagner environ 600\$ cette saison pour la vente d'environ 60 kilos de marijuana. En Amérique du Nord, un kilo de marijuana vaut des milliers de dollars.

Avant de quitter le village, un des interprètes, Barak, déracine un petit plant, qu'il amène avec lui à bord du blindé.

Pour fumer, Barak? "Non, juste pour sentir", rétorque le jeune homme en souriant.

# Bavure meurtrière de la coalition

---

**PUBLICATION:** La Presse  
**DATE:** 2007.09.23  
**SECTION:** Monde  
**PAGE:** A14  
**SOURCE:** AFP; La Presse Canadienne  
**WORD COUNT:** 279

---

La coalition internationale a tué hier par erreur deux policiers afghans et trois gardes de sécurité par un tir d'hélicoptère dirigé contre des talibans, dans l'est de l'Afghanistan, selon la police.

L'incident s'est produit alors que la police et les gardes de sécurité étaient partis à la recherche de trois gardes chargés de surveiller la construction d'une route, tout juste enlevés par des talibans dans la province de Kunar, a indiqué à l'AFP le chef de la police provinciale, Abdul Jalal Jalal.

Les talibans venaient de tirer des roquettes contre une base de la coalition, dirigée par les États-Unis, dans cette région située non loin de la frontière pakistanaise.

"Trois gardes de sécurité travaillant pour une entreprise de construction routière ont été kidnappés par les talibans aujourd'hui dans le district de Sarkano", a déclaré le chef de la police.

"La police, avec le soutien des forces de coalition, a lancé une opération pour les rechercher, a poursuivi le responsable. Alors qu'ils les recherchaient, un hélicoptère de la coalition a bombardé la zone. Deux policiers ont été tués ainsi que trois gardes de sécurité, et huit autres de leurs collègues, trois policiers et cinq gardes, ont été blessés", a indiqué M. Jalal.

"Au moment de l'enlèvement, les talibans avaient tiré plusieurs roquettes en direction d'une base de la coalition dans la zone", a précisé le chef de la police.

Quatre soldats canadiens blessés

Par ailleurs, dans un autre incident, un soldat canadien a subi des blessures sérieuses et trois autres ont été blessés légèrement lors de l'explosion d'une bombe artisanale dissimulée en bordure de route, hier.

Le convoi canadien venait de quitter la base de l'aéroport de Kandahar en direction d'un poste avancé lorsque la déflagration est survenue, vers 12h30.

Selon les autorités militaires, la vie d'aucun des militaires n'est en danger.

# Le bras de fer entre Harper et l'opposition est engagé

---

**PUBLICATION:** La Presse  
**DATE:** 2007.09.23  
**SECTION:** Nouvelles générales  
**PAGE:** A1  
**BYLINE:** Girard, Mario  
**WORD COUNT:** 932

---

Tombera, tombera pas? Le gouvernement de Stephen Harper a très peu de chances de voir son prochain discours du Trône entériné par les trois principaux partis d'opposition. Ceux-ci ont dressé la liste de leurs demandes et semblent déterminés à priver les conservateurs d'un vote de confiance.

Le Bloc québécois, le NPD et le Parti libéral exigent qu'un certain nombre de choses soient inscrites dans le discours du Trône du 16 octobre prochain. Le retrait des troupes canadiennes et le respect du protocole de Kyoto en font partie.

Des trois chefs d'opposition, Gilles Duceppe est le plus vorace avec les cinq conditions "non négociables" qu'il pose à l'acceptation du discours du Trône. Il semble déterminé à aller jusqu'au bout, même si cela entraîne des élections générales. Le discours qu'il a prononcé hier matin à Rimouski était sans équivoque.

"On ne joue pas les matadors, a-t-il dit. On va se tenir debout de façon ferme, claire, fière et rigoureuse à Ottawa. On attend le discours du Trône. Préparez-vous, car on sera en élections".

Les cinq demandes du Bloc québécois, qui sont très peu susceptibles d'emporter l'assentiment des conservateurs, visent également l'élimination du pouvoir fédéral de dépenser et un engagement concret dans l'aide aux travailleurs touchés par la crise forestière.

A la plus grande joie des ténors du Bloc, qui souhaitent voir leur chef adopter une position plus ferme à l'égard du gouvernement conservateur, Gilles Duceppe a formulé ces conditions tout en déclarant que son parti était prêt à ce qu'il y ait des élections dès cet automne.

"Nous avons des candidats dans bon nombre de circonscriptions et la plate-forme est très avancée", a-t-il dit avant de préciser: "Le timing, en politique, ça se fait, ça ne s'attend pas."

## Le NPD

Au NPD, on procède avec la même intransigeance. Fort du siège remporté lundi dernier dans Outremont, le parti de Jack Layton impose trois conditions: réduction de l'écart entre les riches et les pauvres, retrait des troupes canadiennes en Afghanistan et respect du protocole de Kyoto.

"On a toujours voté contre les budgets du gouvernement Harper, ce sera la même chose ici, a dit le nouveau député néo-démocrate Thomas Mulcair. Nous, on ne fait pas de menaces. Le gouvernement Harper sait ce qu'il doit faire pour que le NPD vote pour le discours du Trône."

Selon certains observateurs, qui prévoient déjà un rejet catégorique du discours par le Bloc et le NPD, le sort du gouvernement reposera peut-être entre les mains du Parti libéral. Le député libéral Denis Coderre croit pour sa part que les libéraux imiteront sans doute les autres partis d'opposition, mais cela dans la plus totale indépendance.

"On est un gouvernement en attente, on n'est pas là pour réagir aux intentions de Gilles Duceppe. C'est sûr qu'on va regarder le discours d'un oeil intéressé, mais on ne sera pas à la remorque d'une décision éventuelle et potentielle de M. Layton ou de M. Duceppe. On ne va pas voter pour éviter des élections. Ça ne marche pas de même. On a des principes, on a des idées et, si ça ne nous satisfait pas, on va voter contre le discours. On sera alors en élections."

#### Les conservateurs

Chez les conservateurs, on affiche une attitude sereine face à la tempête qui gronde. On continue de surfer sur la victoire de la semaine dernière au Lac-Saint-Jean.

"Les Québécois ont été très clairs lundi dernier, a déclaré Dimitri Soudas, porte-parole de Stephen Harper. L'un des messages que M. Duceppe aurait dû retenir, c'est qu'ils ne veulent pas d'élections générales précipitées. Le Bloc devrait écouter les Québécois et M. Duceppe devrait être prudent."

Le parti de Stephen Harper ressortirait-il gagnant de ces élections? Certains le pensent. En attendant, on prend bien garde de ne pas dévoiler son jeu. "En ce qui nous concerne, nous ne voulons pas d'élections, dit Dimitri Soudas. Nous voulons continuer à gouverner, à faire avancer les choses et à livrer la marchandise."

M. Soudas dit que le gouvernement commentera les demandes du Bloc québécois et des autres partis en temps et lieu. "Mais on ne sait jamais, M. Duceppe pourrait changer d'avis. Ce ne serait pas la première fois", a-t-il ajouté.

#### Pas d'alliance possible

Pour le moment, aucun parti d'opposition n'accepte de parler d'une possible alliance pour mieux faire tomber le gouvernement conservateur. Thomas Mulcair n'entrevoit pas de stratégie dans ce sens. "Il n'y a rien de prévu à ce niveau, dit-il. Ni des négociations avec le gouvernement, ni une alliance avec le Bloc québécois."

Thomas Mulcair a plutôt profité de l'occasion pour critiquer le chef bloquiste, qu'il accuse de manquer de "stabilité". "Rappelons que, si M. Harper est encore là avec son gouvernement, c'est parce que le Bloc a toujours trouvé le moyen de soutenir ses budgets", a-t-il dit.

Denis Coderre n'a pas résisté à la tentation de décocher lui aussi une flèche à l'endroit de Gilles Duceppe. "J'écoutais Duceppe et je trouvais que ça sentait la panique. Il y a comme une crise de pertinence. Il perd le feu sacré. Je précise que j'ai déjà entendu Gilles Duceppe dire qu'il allait voter contre le discours du Trône, et il ne l'a pas fait."

#### A prendre ou à laisser

Voici ce que les trois principaux partis d'opposition veulent voir inclus dans le discours du Trône du 16 octobre prochain.

#### Bloc québécois

- L'élimination, plutôt qu'un simple encadrement, du pouvoir fédéral de dépenser.
- Engagement clair à respecter le protocole de Kyoto; établissement de cibles absolues de réduction des gaz à effet de serre; adoption d'une approche territoriale; mise sur pied d'une Bourse du carbone à Montréal.
- Maintien dans son intégralité du système de gestion de l'offre agricole.

- Mesures fiscales pour aider les travailleurs touchés par la crise forestière.
- Retrait des Forces canadiennes d'Afghanistan en février 2009, date prévue de la fin de la mission actuelle à Kandahar.

#### Nouveau Parti démocratique

- Mesures concrètes pour réduire l'écart entre les riches et les pauvres.
- Retrait sécuritaire et immédiat des troupes canadiennes en Afghanistan.
- Respect du protocole de Kyoto.

#### Parti libéral

- Confirmation de la fin de la mission de combat à Kandahar.
- Reconnaissance solide du projet de loi C-30 sur l'air pur.
- Une véritable stratégie pour aider à la compétitivité de l'économie canadienne.
- Un véritable plan pour faire reculer la pauvreté au Canada.

# LA PRESSE CANADIENNE

---

**DATE:** 2007.09.22  
**KEYWORDS:** DÉFENSE INTERNATIONAL  
**PUBLICATION:** pcf  
**WORD COUNT:** 171

---

MA'SUM GHAR, Afghanistan \_ Un soldat canadien a subi des blessures sérieuses et trois autres ont été blessés plus légèrement en Afghanistan lors de l'explosion d'une bombe artisanale dissimulée en bordure de route, samedi.

Le convoi canadien venait de quitter la base de l'aéroport de Kandahar en direction d'un poste avancé lorsque la déflagration est survenue vers 12h30.

Deux soldats blessés et un interprète afghan ont été emmenés à la base avancée de Ma'sum Ghar, sept kilomètres plus loin. Ils ont ensuite été transportés en hélicoptère vers un hôpital de Kandahar.

Deux autres soldats canadiens ont été traités à la base d'opération et ont obtenu leur congé.

Selon les autorités militaires, la vie d'aucun des militaires n'est en danger.

Les bombes artisanales sont devenues l'arme de choix des talibans. Selon des estimations conservatrices, un véhicule par semaine en moyenne est touché par l'explosion d'une bombe. Les soldats canadiens en découvrent et désamorcent encore plus.

La plupart du temps, les bombes artisanales ne causent pas de blessures graves, mais elles ont tout de même tué 38 des 70 soldats canadiens morts en Afghanistan depuis 2001. Des milliers d'Afghans ont également perdu la vie à la suite d'explosion de bombes dissimulées en bordure de route.

WW0949-FGCHD603-fv

# L'ONU favorable à des pourparlers de paix entre le gouvernement afghan et les talibans

---

**DATE:** 2007.09.22  
**KEYWORDS:** INTERNATIONAL  
**PUBLICATION:** pcf  
**WORD COUNT:** 125

---

NATIONS UNIES (AP) -- L'ONU est favorable à des pourparlers de paix entre le gouvernement afghan et les talibans et est prêt à apporter sa médiation, a affirmé vendredi le chef de la mission des Nations unies en Afghanistan, l'Allemand Tom Koenigs.

"Nous, aux Nations unies, nous soutenons la tenue de pourparlers de paix, parce qu'il n'est pas possible de venir à bout de l'insurrection uniquement par des moyens militaires", a-t-il expliqué. "Nous devons laisser la porte ouverte à des négociations", a-t-il ajouté.

Selon M. Koenigs, l'ONU peut jouer un rôle de médiateur, par exemple, entre les tribus qui combattent pour le gouvernement et les tribus qui combattent pour les talibans. "Où nous pouvons négocier et jouer un rôle de médiateur, nous le ferons", a-t-il dit. AP

pyr/v794

# LA PRESSE CANADIENNE

---

**DATE:** 2007.09.22  
**KEYWORDS:** POLITIQUE  
**PUBLICATION:** pcf  
**WORD COUNT:** 440

---

RIMOUSKI \_ Le premier ministre Stephen Harper n'a donné aucun signe comme quoi il entendait se plier à un ultimatum du Bloc québécois, alors que libéraux et néo-démocrates maintiennent leurs propres conditions pour appuyer le discours du Trône.

Dans un discours à saveur électorale prononcé samedi matin devant des militants réunis à Rimouski, le chef bloquiste Gilles Duceppe a confirmé cinq conditions, très sévères, qu'il imposera au gouvernement conservateur, les qualifiant toutes de "non-négociables".

Son parti votera contre le discours du Trône du 16 octobre, à moins que le premier ministre n'accepte les demandes bloquistes, qui sont l'élimination du pouvoir fédéral de dépenser, des mesures fiscales concrètes pour les régions victimes de la crise forestière, le maintien intégral du système de gestion de l'offre pour les agriculteurs, le retrait des soldats canadiens d'Afghanistan en 2009, et la mise en oeuvre de Kyoto.

A la suite de la défaite bloquiste dans Roberval-Lac-Saint-Jean, l'organisateur électoral en chef du parti, Mario Laframboise, avait laissé entendre que le Bloc serait plus "agressif" envers le gouvernement Harper, son parti ayant permis le maintien du gouvernement minoritaire, précédemment, lors de trois votes de confiance.

A moins de répondre aux exigences bloquistes, ce qui semble peu probable, Stephen Harper aura besoin de se trouver un autre allié aux Communes pour que son gouvernement soit en mesure de survivre.

Un porte-parole du premier ministre Stephen Harper, Dimitri Soudas, a demandé aux bloquistes de faire preuve de prudence.

"Les Québécois ont été clairs lors des élections partielles. Ils ne veulent pas une autre élection générale. Le Bloc et M. Duceppe devraient les écouter et être prudents", a-t-il dit.

Le député libéral de Bourassa, à Montréal, Denis Coderre, a rappelé samedi que son parti ne se contenterait pas d'appuyer le discours du Trône pour éviter des élections. Il a assuré que son parti pèserait bien le pour et le contre avant de prendre sa décision.

"D'aucune façon, nous ne prendrons notre décision en nous basant sur la panique de M. Duceppe ou la légèreté de M. Layton", a-t-il dit en entrevue.

Le nouveau élu néo-démocrate dans Outremont, Thomas Mulcair, a accusé M. Duceppe de jouer les durs et s'est demandé si le Bloc était vraiment prêt à aller en élection.

Selon M. Mulcair, pour empêcher la tenue d'élections, le Bloc québécois devra revoir sa position ou espérer que les libéraux, qui ont obtenu des résultats aussi décevants lors des dernières élections complémentaires, appuient le discours du Trône.

Le chef néo-démocrate, ragaillardisé par la victoire de M. Mulcair dans Outremont, a déjà averti que son parti n'appuierait pas le discours du Trône, à moins qu'il n'inclut un "changement de direction complet" sur la



mission en Afghanistan et sur l'environnement.

Le chef libéral, Stéphane Dion, avait aussi posé ses conditions, notamment que les conservateurs s'engagent à retirer les troupes canadiennes d'Afghanistan en 2009 et qu'ils réintroduisent le projet de loi sur la qualité de l'air.

FGFV3-fao-GG1177-FGCHD609-pab